



23.03.2010 | Josiane Aubert, conseillère nationale (VD)

Formation des professions de la santé : immenses défis à relever et vite !

Le colloque du PS Suisse sur la santé s'est penché, en février dernier, sur la problématique de la pénurie dans les professions de la santé, les mutations actuelles dans ces professions, les conditions de travail et les perspectives à l'horizon 2020. Le diagnostic est préoccupant.

Actuellement, le système suisse de santé vit grâce à l'apport d'un pourcentage important de personnel étranger dans tous les secteurs des soins. Il faut se rendre à l'évidence, la Suisse ne forme pas assez, et ceci dans toutes les catégories de personnel : les aides en soins (AF), les assistant-e-s en soins et santé communautaire (CFC), le personnel en soins infirmiers, les médecins. Chaque année, le déficit du personnel infirmier augmente de 2400 personnes, et autant pour les assistant-e-s en soins ... Chez les médecins de famille ou de premier recours, la situation est aussi très problématique : dans les dix prochaines années, la moitié d'entre eux seront à la retraite. Il faut 1000 nouveaux médecins chaque année pour assurer le renouvellement; toutes ces dernières années, seuls 600 à 700 reçoivent leur diplôme ! Ce phénomène explique l'arrivée massive de médecins étrangers. La situation est grave : la Suisse, un des pays les plus riches de la planète, se permet d'utiliser le potentiel de médecins et d'infirmières/infirmiers formés dans les pays voisins, créant un appel d'air qui est comblé par un jeu de dominos extrêmement malsain, dont les pays les plus pauvres font finalement les frais. Maintenir consciemment une telle situation est éthiquement inacceptable.

Les nouveaux systèmes de tarification au forfait par cas (DRG), en phase d'introduction dans les hôpitaux, auront pour effet que les séjours hospitaliers seront encore plus courts que maintenant, nécessitant une prise en charge professionnelle beaucoup plus lourde des patients au niveau des CMS et des EMS. L'augmentation des personnes âgées et très âgées, et celle des patient-e-s avec polypathologies soignés par les CMS, contribuent aussi à une mutation dans l'organisation des soins. Nous devons réfléchir à de nouveaux modes de répartition des tâches entre médecins de premier recours et personnel infirmier.

La perte de personnel par abandon précoce de la profession doit aussi être analysée: ces métiers de la santé sont hautement féminisés; une pénibilité importante, des salaires peu attractifs et des horaires difficilement conciliables avec une vie de famille sont des facteurs négatifs. Comment pérenniser ce personnel qualifié ou lui permettre de réintégrer la profession après une pause « famille » ? Les perspectives d'évolution de carrière telles que celles proposées dans les HES avec l'introduction du master, couplées avec des améliorations substantielles des conditions de travail sont des pistes intéressantes, mais qui nécessitent des moyens financiers adéquats.

Jusqu'à ce jour, les coûts de formation n'ont pas été pris en compte systématiquement et les places de stages ou d'apprentissage manquent. Une grande bataille autour des coûts des formations se profile entre les institutions de soins, les hôpitaux, les cantons, la Confédération. Un des symptômes de ce combat est le positionnement de la formation des infirmiers-infirmières : entièrement en HES en Suisse romande avec bachelor à la clé et inscriptions records ces dernières années; essentiellement en Ecole Supérieure en Suisse alémanique, ce qui évite à la Confédération de mettre la main au porte-monnaie, mais rencontre un succès mitigé auprès des jeunes.

Aux politiques de trouver rapidement des solutions à ces problèmes complexes. Il est irresponsable de se cacher derrière le fédéralisme, l'autonomie des universités et des cantons et la liberté des « entreprises » de soins pour en rester au statu quo. C'est aujourd'hui qu'il s'agit de former les soignant-e-s qui s'occuperont de nous dans une décennie !

[Recommander l'article](#)

Autres liens